

# **Après la Catastrophe Allemande**

**Les Résolutions de la Conférence Internatio-  
nale de l'I. O. S., à Paris, Août 1933, et le Discours  
du Rapporteur Otto Bauer**

---

Zurich, 1933.

Editions de l'Internationale Ouvrière Socialiste.

**Lecture  
sur place**

**FLM.8°**

**0200**

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO



1704708

1292755

# **Après la Catastrophe Allemande**



**Les Résolutions de la Conférence Internationale de l'I. O. S., à Paris, Août 1933, et le Discours du Rapporteur Otto Bauer**

---

Zurich, 1933.

Editions de l'Internationale Ouvrière Socialiste.

## Table des matières

	Page
I. Les délibérations de la Conférence . . . .	3
II. Le discours du rapporteur Otto Bauer . .	4
III. Les résolutions de la Conférence . . . .	19
IV. Les votes . . . . .	24
V. Liste des participants . . . . .	26
VI. Liste des orateurs . . . . .	29

# Conférence de l'Internationale Ouvrière Socialiste

Paris, août 1933.

## I. Les délibérations de la Conférence.

La Conférence de l'Internationale Ouvrière Socialiste, qui fut consacrée à la discussion approfondie des problèmes de la stratégie et de la tactique du mouvement ouvrier international dans une époque de réaction fasciste, a siégé du 21 au 25 août 1933 à la Maison de la Mutualité, à Paris.

142 délégués ont participé à cette Conférence. Ils représentaient 36 partis affiliés à l'I. O. S. et 30 pays différents. Le Présidium du Comité international des Femmes socialistes et le Bureau de l'Internationale de la Jeunesse Socialiste avaient pleinement fait usage du droit de délégation que leur confèrent les statuts. La Fédération Syndicale Internationale avait délégué en qualité d'invités trois représentants, l'Internationale Sportive Ouvrière Socialiste, l'Internationale de l'Éducation Socialiste et l'Internationale Ouvrière de Radio-Diffusion un représentant chacune.

La Conférence fut ouverte par le Président, Emile Vandervelde, secondé, dans la présidence des délibérations, par les autres membres de la Commission administrative de l'I. O. S.

Après un rapport introductif du Secrétaire de l'I. O. S., les débats commencèrent; 34 orateurs y prirent part\*.

A la fin de la troisième journée de la session, la Conférence institua une Commission à laquelle les Partis déléguèrent un nombre de représentants correspondant à celui de leurs délégués à l'Exécutif. Après une discussion générale, la Commission institua à son tour une Sous-commission composée conformément au Bureau de l'I. O. S. Cette Sous-commission présenta à la Commission l'avant-projet de la Résolution et le soumit à la Commission. Après une discussion approfondie, celle-ci s'entendit sur le texte reproduit aux pages 19 à 23. Dans la séance de clôture, Otto Bauer fit rapport au nom de la Commission. La traduction de son discours, qui résume la pensée commune de la Conférence et commente la résolution élaborée par la Commission, est reproduite intégralement dans les pages ci-après. Le discours est suivi des résolutions de la Conférence, ainsi que des résultats des votes et des listes des participants et des orateurs.

---

\* Un compte rendu provisoire des débats de la Conférence, à laquelle seule la presse socialiste était admise, a paru dans les « Informations Internationales » (pp. 430—494). Le compte rendu sténographique intégral des discours dans la langue originale (sans traductions) sera multigraphié en tirage limité pour pouvoir être conservé dans les archives, bibliothèques, etc. (on peut en souscrire des exemplaires auprès du Secrétariat de l'I. O. S. au prix de 10 francs suisses, et de 12 francs le volume relié).

## II. Le discours du rapporteur Otto Bauer.

Camarades! La Commission, au nom de laquelle je dois rapporter, s'est trouvée devant une tâche extrêmement ardue. Le débat qui, au sein de cette Conférence, a précédé les délibérations de la Commission, ainsi que le débat au sein de la Commission même, ont révélé les profondes divergences d'opinions qui existent sur diverses questions entre les différents partis et au sein même des différents partis. Il n'y a là rien d'étonnant. Tous les partis sont profondément ébranlés à la suite des événements des derniers temps. La crise économique aiguë, avec ses terribles contre-coups économiques et sociaux, d'une part, et, d'autre part, la grave défaite qu'a subie la plus forte section de l'Internationale, la socialdémocratie allemande, ont profondément ébranlé la pensée socialiste dans tous les pays. Mais, si cet ébranlement est général, ses effets sont très divers. Car la situation des partis ouvriers est très diverse dans les différents pays. Et de la diversité de la situation résulte une diversité de sentiments et d'opinions. Il existe une profonde différence entre la situation des partis danois et suédois, qui sont fiers des succès réalisés par les gouvernements ouvriers de leurs pays, entre la situation de nos camarades anglais, qui, après leur dure défaite de 1931, enregistrent de nouveau, maintenant, une montée rapide, et la situation des ouvriers allemands, qui sont sous l'impression terrible de leur défaite et de la terreur de l'adversaire, ou de la socialdémocratie autrichienne, qui, placée entre le fascisme allemand et le fascisme italien, se sent immédiatement menacée des périls les plus graves.

### Notre pensée commune.

Cette diversité de la situation trouve son expression dans des opinions contradictoires, opinions qui se sont affrontées au sein même de la Commission. D'autre part, cette Conférence était destinée à clarifier et échanger les idées par la discussion; elle n'a pas été convoquée comme un Congrès compétent pour fixer, par des décisions de majorité, des règles impératives sur de grandes questions de principe, règles applicables à tous les partis socialistes, même contre l'opposition de grands partis. Dans ces conditions, la Commission a dû limiter sa tâche à fixer, dans ses décisions, ce qui est l'opinion commune. Elle a dû rayer un grand nombre de points, parce que nous ne sommes pas — ou pas encore — d'accord à leur égard. Une pareille résolution ne satisfera complètement personne. Je déclare par avance qu'elle ne me satisfait pas complètement moi non plus, et que je me réserve moi aussi d'établir où, sur quels points, la résolution ne dit pas encore, à mon avis, ce qui, je crois, devait être dit. Je pense que tout ce qui est dit dans la résolution peut être accepté par cette Conférence comme l'expression de sa pensée commune. La solution des questions sur lesquelles nous ne

sommes pas encore d'accord devra être recherchée dans une continuation de notre travail intellectuel.

Quelle est la pensée commune que nous devons proclamer de cette Conférence aux partis socialistes, aux masses ouvrières de tous les pays? Nous avons dû nous demander tout d'abord: Qu'attendent de nous les masses ouvrières? — ou, plutôt:

**De quoi les masses ouvrières ont-elles besoin en cette heure?**

Nous avons dû penser à ces masses, que nous représentons, et ne m'en veuillez pas si, lorsque j'y pense, je pense en première ligne aux masses ouvrières de mon propre pays et si je dis ici quelques mots de la situation de ces masses ouvrières, d'autant plus qu'aucun orateur de la socialdémocratie autrichienne n'est intervenu dans le débat, bien qu'au moment présent les problèmes autrichiens ne soient pas au dernier plan de l'actualité internationale.

#### **La situation de la classe ouvrière en Autriche.**

Je vois devant moi, en Autriche, une classe ouvrière dont plus du tiers se trouve réduit au chômage, et chôme non pas depuis aujourd'hui ou depuis hier, non pas depuis un ou deux ans, mais depuis trois, quatre, cinq années. Je vois les ouvriers dans les villes industrielles de l'Autriche, où, sous les yeux des masses réduites au chômage, on démonte les machines et on les jette au vieux fer, et où, ainsi, à la misère du chômage s'ajoute le désespoir, bien plus accablant encore. Je vois, dans les entreprises, les ouvriers encore occupés, qui sont fortement organisés, mais qui, en dépit de leur forte organisation syndicale, ne sont pas aujourd'hui, sous la pression de la terrible crise économique qui a frappé déjà presque toute la grande industrie de l'Autriche, en mesure de s'opposer à une effroyable baisse des salaires. C'est cette classe ouvrière, martyrisée par le chômage, par l'appauvrissement, par le désespoir, qui apprend maintenant la terrible défaite de la socialdémocratie allemande avec laquelle elle se sentait si étroitement liée et dans laquelle elle avait mis tant d'espairs. Et, sous l'impression directe de la défaite allemande, cette classe ouvrière assiste maintenant au déversement des vagues de la réaction fasciste sur l'Autriche. Cette classe ouvrière autrichienne se trouve placée d'un seul coup devant le danger de deux fascismes concurrents: d'une part, le fascisme allemand, qui, d'un poing de fer, s'attaque à l'Autriche, et, d'autre part, cet autre fascisme, de forme spécifiquement autrichienne, mais qui n'est rien d'autre qu'un instrument complaisant de l'impérialisme fasciste de l'Italie, et dont la victoire ne ferait que préparer la restauration des Habsbourg aussi bien en Autriche qu'en Hongrie. La classe ouvrière, menacée de ces deux dangers, voit son parti, hier encore si fort et si prompt à l'attaque, subitement entraîné dans la tragédie d'une guerre sur deux fronts, dans laquelle, s'il osait engager la bataille décisive avec l'adversaire qui se trouve devant lui, avec le Gouvernement, l'autre

adversaire, le fascisme allemand, pourrait se servir de cette situation pour s'emparer du pouvoir. Tragédie dans laquelle, lorsqu'on masse les troupes sur l'un des fronts, l'ennemi qui se trouve sur l'autre front se prépare à l'attaque! Et lorsque la classe ouvrière voit que, dans cette situation tragique, son parti doit reculer devant la grandeur du péril, ne vous étonnez pas si, dans cette détresse, dans cette misère économique, après les durs sacrifices subis sur le front de la lutte des salaires, après la catastrophe allemande, après les contre-coups tragiques qu'elle a entraînés dans le pays même, si la classe ouvrière tombe dans un état de découragement et se trouve en danger de perdre non, il est vrai, sa foi dans le socialisme, mais la foi dans sa victoire!

### L'encouragement des masses.

Et si tout cela n'est certes pas vrai pour les autres pays dans la même mesure que cela est vrai pour l'Autriche, il me semble pourtant que, partout ou presque partout, le plus grave des dangers de l'heure actuelle est cette menace de la chute d'une grande partie de la classe ouvrière dans un état de pusillanimité, de désorientation, de désespoir. Lorsque donc la Commission a dû se demander ce qu'il nous faut dire d'ici aux travailleurs du monde, elle a compris qu'il faut leur dire ce qui peut reconforter aujourd'hui la classe ouvrière, ce qui peut l'enlever à son découragement de l'heure présente et lui rendre un morceau de cet optimisme socialiste qui est la moitié de la bravoure, la condition primordiale de l'énergie. Nous croyons qu'il est effectivement possible de prononcer d'ici des paroles qui encouragent et qui orientent la classe ouvrière. Et nous croyons devoir les prononcer dans trois domaines: premièrement sur le terrain de la doctrine, en second lieu dans l'adoption des méthodes, et en troisième lieu dans des décisions portant sur l'action.

### La doctrine est-elle superflue?

Tout d'abord la doctrine. Il est des camarades qui pensent qu'il est superflu de parler ici de questions de doctrine. Le camarade anglais Dalton a ironiquement parlé de notre amour de l'analyse marxiste. D'autres amis anglais nous ont mis en garde, au sein de la Commission, contre notre amour parfaitement déplacé de la philosophie de l'histoire que nous introduisons dans nos résolutions; un ami anglais, enfin, nous a encore demandé de ne pas dramatiser l'histoire. Nous ne la dramatisons pas, mais, dans l'Europe centrale, l'histoire elle-même est terriblement dramatisée! Si nous éprouvons le besoin d'esquisser en quelques mots les grands traits de l'évolution historique actuelle, nous ne le faisons pas par un plaisir oiseux d'analyse marxiste, nous le faisons moins encore en vue de nous réfugier dans la théorie par crainte de l'action. Eh non! Camarades, il y a d'autres motifs à cela. La théorie n'est certes pas l'affaire d'une assemblée aussi vaste que celle-ci, et les tâches que les événements mêmes imposant à la recherche socialiste, à la recherche marxiste, ne

peuvent certes pas être résolues par notre résolution. Si nous parlons néanmoins ici des tendances d'évolution du capitalisme, c'est que cela répond à une nécessité d'ordre tout à fait pratique.

#### La doctrine n'est pas superflue.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec quelques camarades allemands qui ne séjournèrent que passagèrement à l'étranger et qui travaillent en Allemagne même, des camarades qui, soumis à l'oppression barbare d'une terreur despotique telle que le monde civilisé n'en a jamais vu encore, désirent conserver vivantes en Allemagne les idées socialistes. Représentez-vous donc quelle est aujourd'hui la vie de ces camarades ! Ce qui, dans les pays plus fortunés, s'appelle politique, n'existe plus pour eux. Mais trois, quatre ou cinq camarades amis peuvent se réunir dans des logements privés, et c'est seulement dans ces réunions d'ouvriers qui se connaissent que l'idée du socialisme est maintenue vivante. De quoi d'autre ces camarades pourraient-ils s'entretenir dans leurs réunions ? Il faut qu'ils se réunissent, ils sont obligés de se réunir — c'est là la seule réalité vivante de l'idée socialiste qui puisse en ce moment exister dans ce pays. Mais que peuvent-ils faire dans leurs réunions ? Ils ne peuvent faire qu'une chose : apprendre, lire et discuter en commun, pour former en eux-mêmes, de cette manière, les cadres qui, nourrissant les sentiments socialistes les plus élevés et possédant le savoir socialiste le plus profond, seront un jour, lorsque viendront les crises inéluctables du fascisme allemand sur le plan économique, social et de la politique extérieure, en mesure d'attirer à eux les masses et de les conduire à la lutte. De quoi ces camarades pourraient-ils donc s'occuper aujourd'hui, si ce n'est de ce que maints camarades des pays plus fortunés tiennent pour une «philosophia» superfétatoire ?

Nous avons parfois souri — et mes amis russes me pardonneront si je le dis — des habitudes de discussion de nos camarades russes, qui ont coutume d'exposer leurs vues théoriques dans de longues et nombreuses thèses dont l'élaboration est discutée pendant des semaines et des mois, qui aiment tant ce que nos amis anglais ont appelé ironiquement la «philosophie de l'histoire». Et c'est avec amusement qu'au cours des dernières années, j'ai constaté que ces coutumes de l'époque de la lutte souterraine se sont conservées chez ceux-là mêmes qui gouvernent aujourd'hui ce grand et puissant pays qu'est la Russie. Mais ce penchant à la théorie n'est pas un hasard. Car les Russes se trouvaient autrefois dans la situation même où se trouvent actuellement nos camarades allemands. Ils ont dû passer eux aussi par cette phase au cours de laquelle l'étude de la théorie est le seul moyen possible de préparer les hommes à l'heure de l'action, de la révolution. Ne sourions donc pas de la théorie !

#### Les actes de demain.

Ce n'est pas en vain que nous voulons montrer aujourd'hui aux masses ouvrières le tableau de l'évolution tel que nous le voyons ;

mais nous voulons ainsi montrer à ces larges masses qui souffrent, qui sont désorientées et désespérées, le tableau de l'évolution qui les réconfortera, qui les enlèvera à leur découragement de l'heure actuelle. Et nous voulons donner à ceux pour lesquels la lutte théorique est le seul moyen de maintenir vivante l'idée socialiste et de préparer les actes de demain, nous voulons leur donner au moins quelque chose qui puisse occuper leur esprit et les intéresser à nos résolutions. C'est pour cela, et non pas par simple amour de la théorie — j'aime bien la théorie, mais en ce cas j'aurais dû aller bien au delà de ce que cette résolution en contient — c'est pour cela que nous avons commencé notre résolution par une analyse théorique.

Sommes-nous aujourd'hui en mesure de dire aux masses quelque chose qui puisse les encourager? Nous pouvons leur dire ce que nous voyons. Nous devons parler tout d'abord de la

#### crise du capitalisme,

qui, par son étendue sans précédent et son poids terrible, montre combien l'ennemi qui nous est opposé est ébranlé. Nous décrivons en quelques mots aux masses ouvrières tout ce misérable monde, qui, quelques années à peine après cette rationalisation au cours de laquelle il a créé des myriades de nouvelles machines, ne peut pas maintenir ces machines en marche, et qui, possédant des richesses formidables en denrées alimentaires et en matières premières, doit laisser ces richesses pourrir dans ses greniers. Nous montrons aux masses le profond ébranlement du monde capitaliste, et nous leur disons: L'ordre social capitaliste est enterré et miné. La crise du capitalisme vous atteint vous aussi. Les débris du capitalisme vous frappent encore, alors qu'il commence à s'écrouler. Mais il commence déjà à s'écrouler. Et, si l'humanité ne doit pas périr, l'évolution qui en naîtra vous donnera la victoire!

Nous montrons ensuite aux masses comment le monde capitaliste a recours, dans son désarroi, à de nouvelles formes sociales, qui font de l'Etat, dans des proportions rapidement croissantes, le maître de l'économie. Comment là où, à la suite des antagonismes de classes avivés par la crise du capitalisme, le fascisme remporte la victoire, la puissance de l'Etat sur la vie économique entraîne un renforcement terrible du pouvoir despotique de l'Etat fasciste et, par là, l'esclavage du peuple entier, esclavage qui, au bout de peu de temps, doit animer tout le peuple de la volonté de reconquérir les libertés les plus élémentaires. Nous montrons aux masses comment le monde capitaliste, comment, à sa suite, le fascisme aggrave terriblement le danger de guerre, qui, dans l'évolution actuelle de la technique des armes, menace toute la civilisation moderne. Nous disons aux masses: effondrement de l'économie, esclavage de peuples entiers, chute dans l'effroyable barbarie du fascisme, qui détruit toutes les conquêtes résultant de longs siècles de civilisation, et, par dessus tout, danger de guerre — c'est là la situation qui, si

vous ne perdez pas votre audace, doit finalement aboutir au renversement de ce monde capitaliste, qui doit finalement faire place à votre victoire!

Ne croyez pas que je sois satisfait de cette analyse théorique que donne la résolution! Je crois qu'on pouvait et qu'il fallait en dire bien plus encore. Mais nous n'y sommes pas encore tous préparés. La théorie socialiste, la littérature socialiste n'ont pas encore tiré les conséquences de la situation présente. Le jugement de la situation varie encore, dans les différents pays, suivant la mesure dans laquelle ils ont été atteints par la crise. Mais nous avons dit ce sur quoi nous sommes dès maintenant tous d'accord. Et nous l'avons dit pour que cela soit, pour les masses, une source d'espoir et de courage.

Après la doctrine, camarades, les méthodes.

### Les méthodes.

A cet égard, nous nous trouvons dans une situation tout autre que lors des Conférences précédentes. Le nombre des pays dans lesquels le fascisme a vaincu s'est accru. Il est tout naturel que les méthodes de lutte de la classe ouvrière, dans les pays où elle est assujettie au fascisme, doivent être toutes différentes de celles des pays de démocratie. Il nous a fallu montrer cette diversité des méthodes.

### Dans les pays fascistes.

Nous avons parlé en premier lieu, dans notre résolution, des pays où le fascisme a vaincu. Et, là aussi, nous avons cru devoir dire maintes choses que plusieurs de nos amis suédois ou anglais considèrent peut-être comme une «philosophie» superfétatoire. Nous disons, dans cet alinéa de la résolution qui parle des luttes de la classe ouvrière dans les pays fascistes, que là, dans les pays fascistes, il ne peut y avoir d'autre lutte que la lutte révolutionnaire. La seule voie conduisant à la libération est une révolution populaire. Mais, lorsque viendra l'heure où le peuple se soulèvera, où le fascisme sera battu, le pouvoir révolutionnaire né de la victoire ne devra pas se borner à briser le fascisme, mais il devra aussi en arracher les racines en supprimant la propriété privée capitaliste des moyens de production concentrés, en établissant, par une collectivisation vigoureuse de la grande propriété urbaine et rurale, la base d'une société socialiste. Et c'est seulement sur cette base, sur la base d'un ordre économique socialiste, que le pouvoir révolutionnaire pourra édifier une démocratie socialiste.

Des camarades ont dit qu'il ne servait à rien de parler aujourd'hui des tâches incombant à des révolutions dont on ne peut malheureusement pas dire encore à l'heure actuelle quand et dans quelles circonstances elles surviendront. Si nous l'avons fait cependant, c'est de nouveau parce que nous avons pensé aux travailleurs allemands, et aussi aux travailleurs italiens, qui vivent aujourd'hui sous l'oppression terrible du fascisme, à ces

travailleurs pour lesquels la diffusion d'un simple tract entraîne aujourd'hui le danger de 15 années de cachot, des camps de concentration, des sévices et des tortures. Comment nous représenter l'état d'esprit de ces travailleurs? L'ouvrier allemand ne doit-il pas aujourd'hui se rappeler la générosité dont la classe ouvrière allemande a fait preuve, à l'heure de sa victoire, à l'égard des mêmes adversaires qui la torturent si terriblement en ce moment? Les travailleurs allemands ne doivent-ils pas se dire à l'heure présente que — eût-il été possible ou non d'extirper en 1918 et en 1919 les racines de la contre-révolution (quoi qu'il en soit, il ne servirait à rien de se disputer aujourd'hui à ce sujet) —

**en tout cas, lorsqu'ils prendront pour la seconde fois le pouvoir, la révolution devra inévitablement aller bien au delà de ce qui a pu être obtenu en 1918? (Tempête d'applaudissements.)**

Ne doit-ce pas être la préoccupation naturelle des travailleurs que de ne pas donner une seconde fois à l'adversaire la possibilité d'une revanche, et d'une pareille revanche? Et c'est parce qu'il est indubitable que les ouvriers allemands et italiens en pensent ainsi aujourd'hui que nous avons dû parler de ces questions touchant le but de la lutte révolutionnaire contre le fascisme. Nous avons dû en parler aujourd'hui, parce que nous voulons parler un langage commun et manifester nos sentiments de solidarité avec nos camarades qui, dans les pays fascistes, maintiennent héroïquement vivante notre cause dans les têtes et les cœurs.

#### Dans les pays démocratiques.

Il nous fallait, d'autre part, parler de la situation dans les pays démocratiques. Tout naturellement, nous avons dû à cette occasion mettre en évidence notre résolution de défendre et de maintenir la démocratie là où elle existe. Maintes paroles sceptiques ont été prononcées ici à l'endroit de la démocratie. Ce qui m'a le plus réjoui, ç'a été d'entendre le discours de mon ami Grimm, de Suisse. En entendant avec quelle vivacité il relevait les faiblesses, les lacunes, les insuffisances de la démocratie bourgeoise, que nous connaissons tous, je me suis réjoui de tout mon cœur. Car j'ai ainsi appris que le danger fasciste n'est pas sérieux en Suisse. (*Hilarité.*) Car je sais par expérience que, là où la liberté démocratique est sérieusement menacée par le fascisme, cette liberté démocratique qui, en dépit de toutes ses lacunes, est pourtant la condition primordiale et la base de la liberté de mouvement, de la lutte de la classe ouvrière, on n'oublie certes pas la connaissance théorique des faiblesses, des défauts et des imperfections de la démocratie bourgeoise, mais on en remet la critique jusqu'au jour où on possède de nouveau la démocratie. La nécessité de défendre la démocratie n'a donc pas besoin d'être discutée plus à fond. Bien plus important est le problème de savoir

**comment il faut défendre la démocratie.**

Tout naturellement, dans le débat en séance plénière déjà, puis au sein de la Commission, les délibérations du dernier Congrès de nos camarades français ont fait sentir leur contre-coup. On a proclamé ici avec une énergie toute particulière l'autonomie de chaque parti dans la détermination de sa tactique. Je suis bien loin de vouloir porter atteinte à ce principe. Mais ces délibérations de nos camarades français ont fait sur nous tous la plus vive impression, et les problèmes qui y ont été soulevés sont, de cette manière, devenus aussi les nôtres. Si les débats du Congrès du parti français nous ont si particulièrement impressionnés, c'est non seulement parce que, à la suite de la défaite subie en Allemagne, le centre de gravité de l'Internationale a été transféré à l'ouest du Rhin, mais aussi parce qu'il n'est guère d'autre parti qui puisse, dans son Congrès, discuter les grands problèmes du socialisme à un niveau intellectuel aussi élevé que le font nos camarades français. C'est pourquoi ces questions nous ont tous préoccupés. Et tout cela s'est repercuté ici, dans notre Conférence.

De ce Congrès du parti français, il est sorti une idée que je considère comme véritablement essentielle. On y a exprimé sous une forme tranchante, sous une forme qui a provoqué de divers côtés de graves craintes, l'idée que la démocratie ne peut, à l'heure actuelle, se maintenir que si elle fait preuve

**de beaucoup de force, de beaucoup d'audace, de beaucoup d'énergie.**

C'est vrai, camarades. Les masses appauvries, non seulement celles des ouvriers, mais aussi des petits bourgeois, des paysans, des intellectuels, sont présentement très mécontentes lorsqu'elles voient le jeu quotidien du parlementarisme, les intrigues de couloirs, les crises des majorités et des coalitions. Tout cela les a intéressées en temps calme; mais, aujourd'hui que leur situation est si mauvaise, qu'elles sont désespérées, il leur semble qu'un Parlement empli d'intrigues et de crises ne peut pas posséder assez d'énergie pour résoudre les problèmes posés par ce monde disloqué. Cette impression les pousse à capituler en acceptant l'idéologie de l'esclavage à l'égard d'un «Chef», l'idée que le peuple ne peut pas se gouverner lui-même, qu'il a besoin d'un maître qui le délivrera de la détresse. Mais, de cette juste appréciation de l'une des causes de la crise du parlementarisme, l'on a tiré les conclusions les plus variées, et des conclusions absolument opposées les unes aux autres.

#### **Pour et contre la participation.**

Au Congrès de nos camarades français, on a lié cette question à la vieille question de la participation des partis socialistes au pouvoir et du soutien de gouvernements bourgeois par les socialistes. Nous savons tous qu'il peut y avoir des situations dans lesquelles un parti socialiste doit soutenir un gouvernement

démocratique contre le fascisme, voire même participer à un gouvernement de coalition. Je serais le dernier à le nier; n'ai-je pas participé moi-même à un pareil gouvernement? Mais, néanmoins, les expériences allemandes nous enseignent précisément les dangers de pareilles expérimentations. Nos camarades allemands ont participé à plusieurs reprises à des gouvernements de coalition — souvent non pas de leur libre volonté, mais parce qu'ils y étaient contraints par l'imminence de décisions relatives à la politique internationale, de décisions entre la politique d'entente et la politique de guerre. Mais quel a été, souvent, l'aspect de ces gouvernements! Le cabinet comprenait, les uns en face des autres, des ministres socialistes et des ministres bourgeois. Les bourgeois empêchaient toute mesure socialiste. Les socialistes ne pouvaient pas donner leur assentiment à un grand nombre de mesures préconisées par les bourgeois. Ces luttes au sein du gouvernement rendaient les gouvernements de coalition incapables d'agir, stériles. C'est précisément cet équilibre des forces qui a, à maintes reprises, créé cette situation donnant aux larges masses appauvries l'impression que la démocratie n'était pas en mesure de prendre une décision d'un côté ou de l'autre, qu'elle ne pouvait résoudre aucun problème, que seul un maître pourrait sortir le peuple de la détresse.

#### **La démocratie doit être une force de transformation sociale.**

C'est pourquoi nous avons exprimé dans notre résolution une pensée que je crois capitale sur les problèmes relatifs à la défense et à l'évolution de la démocratie. Nous avons dit: la démocratie ne se maintiendra que si elle conserve la confiance des masses travailleuses, des ouvriers, des petits bourgeois, des paysans, de manière à pouvoir agir vigoureusement! Dans une crise comme celle d'aujourd'hui, qui a tellement appauvri ces masses, la démocratie ne se maintiendra que si elle prouve aux masses par des actes qu'elle n'est pas seulement une force conservatrice, qui perpétue ce système économique source de misère, mais qu'elle peut devenir une force révolutionnaire, qui combat avec efficacité le chômage, la détresse, la misère des masses populaires et qui conduit ces dernières à des formes plus élevées de vie économique. Est dangereux pour la défense de la démocratie tout ce qui enlève à la démocratie socialiste, au socialisme lui-même, la confiance des larges masses en leur faisant apparaître le socialisme comme un simple associé d'un pouvoir purement conservateur, s'employant à la conservation de cette misérable société. N'est fécond et vraiment efficace contre le fascisme que ce qui fait de la démocratie une force de révolution sociale, protégeant les masses contre la ploutocratie. Cette maxime peut sembler très générale. Mais, à notre avis, c'est à la lumière de cette maxime seulement que l'on peut porter un jugement sur les problèmes tactiques qui se posent dans les pays démocratiques.

### Dans les pays où la démocratie est en danger.

Après avoir parlé des méthodes à suivre dans les pays fascistes et démocratiques, il nous fallait parler en troisième lieu des méthodes qui doivent être appliquées dans les pays où la démocratie n'a pas encore péri, mais est directement menacée par le fascisme, comme, par exemple, mon pays. Après l'expérience allemande, nous n'avions qu'une chose à dire à ce sujet: l'expérience allemande a, en effet, montré avant tout que les sacrifices les plus terribles et les plus durs que la lutte contre le fascisme peut demander à la classe ouvrière restent toujours inférieurs aux sacrifices que la victoire du fascisme impose à une classe ouvrière abattue sans résistance. Et c'est pourquoi nous avons pu nous borner à indiquer pour ces pays que les travailleurs doivent y être prêts à faire usage de *tous* les moyens — sans en exclure aucun — et à accomplir *tous* les sacrifices — même les plus durs — pour se défendre contre le fascisme. (*Vifs applaudissements.*)

### L'unité de la classe ouvrière.

Au sujet des méthodes, une chose encore: nous avons nous-mêmes enseigné à la classe ouvrière que l'une des causes principales de ses défaites, et notamment de sa défaite en Allemagne, a été la scission de la classe ouvrière. C'est pourquoi aujourd'hui, après la défaite allemande, la classe ouvrière éprouve plus que jamais la nostalgie du rétablissement de l'unité, de l'achèvement de la guerre fratricide en son propre sein. La querelle entre l'Internationale Communiste et nous a déterminé depuis 1918 toute l'histoire du mouvement ouvrier international. Mais une part considérable des arguments qui ont été avancés dans cette querelle ont été liquidés par les enseignements de l'histoire elle-même. L'Internationale Communiste peut continuer à déclamer aussi fort et aussi catégoriquement qu'elle veut contre la démocratie bourgeoise — les ouvriers, y compris les ouvriers communistes, qui ont subi le fascisme ou qui n'ont fait que voir devant eux le danger immédiat du fascisme, savent aujourd'hui qu'il faut défendre la démocratie. Et, inversement, quel que soit notre désir de suivre le chemin de la démocratie pour parvenir au socialisme, là où le fascisme s'installe, là où la bourgeoisie nous arrache les moyens démocratiques, là, elle nous contraint à suivre d'autres voies afin de parvenir non seulement à la reconquête de la démocratie, mais aussi au socialisme lui-même — non pas par la démocratie au socialisme, mais par le socialisme à la démocratie! J'ai donc la conviction intime que, si la scission de la classe ouvrière n'a jamais pu être justifiée, elle peut l'être aujourd'hui moins que jamais. C'est ce que sentent des millions d'ouvriers. Et si notre tâche principale doit être d'encourager à l'heure actuelle ces masses déçues, désespérées, résignées, de leur donner de nouveaux espoirs et un nouveau courage, je pense, comme l'ont déjà dit de cette place d'autres orateurs et en particulier Léon Blum, que rien ne reconforterait la classe

ouvrière comme un pas décisif dans la voie de l'unification du prolétariat. (*Vifs applaudissements.*) Que devons-nous dire à ce sujet dans notre résolution? Blum et Nenni ont apporté dans le débat des propositions concrètes, et je désire indiquer que, quant à moi, j'aurais très volontiers donné mon assentiment à ces propositions, avec peut-être quelques légères modifications. Mais de très fortes objections ont été élevées là-contre au sein de la Commission. On a rappelé le sort fait à la proposition de négociations communes sur le rétablissement de l'unité que l'Exécutif de notre Internationale avait présentée en février à l'Internationale Communiste; on a rappelé la réponse arrogante que l'Internationale Communiste nous a faite. On peut rappeler d'autres faits encore, qui montrent l'aveuglement qui règne maintenant encore dans le camp communiste. Il y a dans les villes allemandes, parmi les communistes, des jeunes gens d'un courage admirable, qui osent toujours distribuer en pleine rue des journaux communistes illégaux. Quiconque sait ce que cela signifie aujourd'hui en Allemagne, quiconque sait quelle terrible répression la barbarie hitlérienne applique à l'égard de ces faits et dans quelle mesure celui qui fait pareille chose risque sa liberté, sa dignité d'homme et sa vie, celui-là doit dire: La rédaction d'un tel journal, que ces adolescents courageux diffusent au prix de tels dangers, est une tâche sacrée. Chacun des mots écrits dans un tel journal devrait donc être écrit avec un sentiment tout spécial de responsabilité. Et, néanmoins, longtemps encore après la victoire du fascisme allemand, on a répandu de cette manière des journaux emplis de ces phrases niaises que nous connaissons: que la socialdémocratie — en Allemagne, au moment même où une partie de ses militants se trouvent dans les camps de concentration, et l'autre partie dans l'émigration! — serait «le soutien principal du capitalisme», et d'autres sottises du même genre. On a rappelé ce fait et on en a tiré la conclusion que le moment n'est pas mûr pour l'unité. On a aussi parlé des objections politiques que les tentatives d'entente pourraient susciter. L'unanimité ne s'est ainsi pas faite dans la Commission sur les propositions de Blum et de Nenni, que j'aurais volontiers appuyées. Nous nous sommes donc bornés, sur ce point aussi, à exprimer ce que nous pouvons tous dire en commun: que l'unité de la classe ouvrière est nécessaire; qu'il faut repousser les vieilles manœuvres du front unique, qui, à l'heure tragique que nous vivons en ce moment, sont bien plus odieuses encore qu'elles ne l'étaient auparavant; que nous devons entreprendre tout ce qui est en notre pouvoir pour réaliser l'unité. J'aurais désiré que nous eussions dit davantage dans cette résolution. Mais, comme la Commission n'a rien décidé de plus, nous disons au moins cela. J'espère que ce ne sera pas dernier mot que nous dirons à ce sujet.

#### L'action.

Tout cela concerne les méthodes. Mais, dans la dernière question déjà, nous avons dépassé les méthodes. Nous sommes déjà

parvenus sur le plan de l'action. Dans ce domaine, notre tâche a été quelque peu plus facile. Nous avons été plus unanimes à cet égard. Nous proposons des actions de nature diverse. Je parlerai avant tout des actions auxquelles nous convions les masses elles-mêmes. Nous ne voulons pas que le 9 novembre, jour anniversaire de la révolution allemande de 1918, se passe sans que nous le fêtions. Les ouvriers allemands ne pourront pas, cette année, le fêter comme ils en avaient coutume auparavant, dans de grandes manifestations. Ils ne pourront se le remémorer qu'en petits cercles, dans leurs foyers et dans les entreprises, le poing fermé et les dents serrées. Mais nous le fêterons en dehors de l'Allemagne; nous voulons faire de cette semaine

**une semaine de grandes manifestations de la classe ouvrière internationale contre le fascisme.**

Et nous voulons lier cette fête à l'accomplissement de notre devoir naturel de solidarité à l'égard des victimes du fascisme allemand, non seulement dans l'émigration, mais surtout en Allemagne même. Nous désirons appeler les masses à poursuivre la lutte en les invitant à

**soutenir toute action de boycottage moral et matériel**

du gouvernement tyrannique de l'Allemagne, comme l'a déjà fait la F. S. I.

#### **Influence politique.**

Mais nous ne voulons pas nous contenter de ces actions de masses; nous voulons aussi faire valoir notre influence politique partout où nous en possédons une. De grands problèmes internationaux se trouvent actuellement posés; nous devons prendre position à leur sujet, et nous pouvons indirectement contribuer à apporter leur solution grâce à l'influence dont nous jouissons dans les pays démocratiques. Il est à cet égard trois questions dont nous devons parler ici et dont nous devons exiger qu'elles soient mises dans le plus bref délai possible à l'ordre du jour de la S. d. N.:

**en premier lieu, les armements de l'Allemagne, qui menacent la paix du monde; en second lieu, l'attaque de l'Allemagne contre l'Autriche,**

qui peut créer un danger très sérieux pour la paix; et, enfin,

**en troisième lieu, l'attaque honteuse contre les droits du peuple de Dantzig**

garantis par les traités internationaux. Je crois que ces faits doivent être portés devant la Société des Nations. Nous savons que des efforts très sérieux sont actuellement mis en œuvre pour empêcher que cela ne se fasse. M. Mussolini ne désire pas que ces questions soient discutées à Genève. Cela pourrait en effet rendre plus difficile son attitude d'arbitre de l'Europe et le jeu ingénieux qu'il mène actuellement pour et contre l'Allemagne, en apparaissant tantôt comme l'allié de Hitler, puis en ne manifestant nullement, au moment suivant, l'ambition d'avoir une

frontière commune avec lui. Nous avons donc un intérêt d'autant plus grand à enlever les négociations sur cette question à la diplomatie secrète, qui permet à Mussolini de se poser en arbitre de l'Europe, et à la mettre en discussion devant le forum international de Genève.

#### La résolution commune en faveur du désarmement.

Nous devons aussi chercher à exercer notre influence sur les autres grandes questions de la politique internationale. Parmi elles se trouve notamment la question de la Conférence internationale du désarmement, à laquelle nous avons, dès le début, accordé l'attention la plus vive, si même nos efforts n'ont eu, à la suite des antagonismes entre les puissances, qu'un succès très relatif. Nous nous trouvons à cet égard devant un travail accompli en commun par les représentants de notre Internationale et ceux de la Fédération Syndicale Internationale. Les représentants des deux Internationales ont élaboré, dans notre Commission permanente du désarmement, un projet de résolution qui, en dehors de la résolution générale de notre Conférence, doit aussi être approuvé et adopté. Je ne cacherai pas que cette résolution elle aussi, et même cette résolution plus encore, peut être, à mon avis, l'objet de la même critique que la résolution que j'ai à défendre ici. Je pense que ce qui peut être critiqué, ce n'est pas ce qui se trouve dans la résolution de la Commission mixte pour le désarmement — il y a là des propositions importantes, mais qui, dans leur essence, ne font que répéter ce que nous avons déclaré souvent déjà —, mais chacun de nous a le sentiment que ces décisions justifiées et nécessaires que nous avons élaborées au cours de ces dernières années et que nous venons d'élaborer à nouveau en commun avec la Fédération Syndicale Internationale ne suffisent plus à l'heure actuelle, et qu'il aurait fallu en dire bien plus aujourd'hui sur le problème du désarmement et de la paix que ce qui se trouve dans cette résolution commune de la Commission pour le désarmement. Cependant, il est une chose dans cette résolution qui va quelque peu au delà de nos décisions antérieures. Cette résolution reprend en effet, dans leur essence, les décisions que vient de prendre le Congrès syndical international réuni à Bruxelles.

#### La grève générale contre le danger de guerre.

Nous méconnaîtrions un fait extrêmement important si nous nous dissimulions l'importance de ces résolutions très énergiques du Congrès de la F. S. I., qui déclarent que la grève générale est le suprême moyen d'action dans la lutte contre la guerre et qui fixent le moment où la classe ouvrière est tenue d'y recourir. Le fait que la Commission a incorporé dans notre résolution commune la substance de cette décision grave et capitale du Congrès syndical international me semble important. Mais nous avons aussi essayé de dire en outre quelques mots, dans notre réso-

lution, des questions qui n'ont pas été traitées dans la résolution commune avec la Fédération Syndicale Internationale. Et ce sont là des questions qui me semblent d'une importance extrême.

### Contre l'illusion de la guerre «de libération».

Ce qui me semble particulièrement important au moment présent, c'est l'avertissement que la classe ouvrière des pays démocratiques ne se laissera pas entraîner à une politique de guerre, même sous le prétexte, donné par les gouvernants, que la guerre serait menée en vue de libérer du joug fasciste le peuple allemand, le peuple italien ou n'importe quel autre peuple. Nous avons l'expérience des guerres de libération des gouvernements capitalistes! Ne connaissons-nous pas tous le manifeste des princes allemands de 1870, dans lequel ils prétendaient ne pas faire la guerre au peuple français, mais à l'empereur? Ils ont poursuivi la guerre après Sedan, après le 4 septembre, jusqu'à ce qu'ils eussent terrassé le peuple français lui-même. Et l'inverse s'est reproduit après 1914! La guerre, qui a été faite «pour la liberté des peuples, pour la démocratie» — cette guerre s'est terminée par une paix dictée, dont le dernier résultat est la dictature de Hitler! C'est pour cela que je considère cet avertissement comme ayant une importance capitale. Nous ne voulons aucune guerre et nous ne nous laisserons atteler à aucune guerre des gouvernements capitalistes, même si cette guerre nous était présentée comme le moyen de libérer des peuples asservis.

Il est une seconde chose, dans notre résolution, qui complète, sur un point plus important encore, la résolution de la Commission mixte pour le désarmement. Nous connaissons tous le problème soulevé par le camarade Fritz Adler sous la formule:

#### «Au cas où la guerre éclaterait néanmoins...»

Il nous faudrait avoir oublié toute la tragédie de notre expérience de 1914 pour ne pas comprendre l'importance de cette question. Nous n'avons malheureusement eu, dans cette Conférence, ni le temps ni la préparation nécessaire pour traiter le problème dans son ensemble. Nous nous sommes donc bornés à exprimer deux pensées. La première, c'est que si, malgré l'action contre la guerre qui doit être dirigée par les deux Internationales, la guerre éclatait cependant, la classe ouvrière aurait à défendre même pendant la guerre sa liberté et son indépendance, l'autonomie et la capacité d'action de ses organisations. Et la seconde pensée, c'est que même pendant la guerre, le lien international qui nous unit ne doit pas être déchiré. Quiconque n'a pas oublié l'expérience de la guerre sait que de pareilles décisions, lorsqu'elles sont prises avec une ferme volonté, ont une grande importance. Mais nous savons tous aussi qu'elles n'apportent nullement encore la solution de l'ensemble du problème, et que nous devons continuer à travailler à cette solution.

C'est ainsi que nous avons complété la résolution de la Commission mixte pour le désarmement. Cette résolution commune doit aussi être adoptée. Mais je voudrais ajouter que la partie de la résolution de la Commission pour le désarmement qui traite des problèmes du désarmement ne résout pas non plus toutes les questions, et pas même celles qui me semblent vitales. Je crois qu'il est de mon devoir de dire quelques mots de l'un au moins de ces problèmes. Dans une phase antérieure des délibérations sur le désarmement, le Gouvernement français a proposé de faire de la milice l'organisation militaire de tous les Etats continentaux. Nous ne savons pas le sort qui sera réservé à cette proposition, car, après la victoire de Hitler, la situation mondiale est totalement modifiée. Mais je voudrais dire une chose: nous avons peut-être commis une erreur en n'ayant pas pris position à temps, en Allemagne et en Autriche, sur le problème du service militaire universel et obligatoire. Ne sous-estimons pas ce problème! Dans les pays où on assiste à la lutte entre la démocratie et le fascisme, c'est un problème vital. Cette organisation militaire qui a été dictée en 1918 aux nations vaincues a facilité la victoire du fascisme et peut prolonger sa durée. Une armée dont les soldats sont recrutés par voie d'engagements volontaires et vivent pendant 12 ou 6 années dans des casernes, complètement séparés du peuple, peut très facilement rendre possible une domination despotique qui, avec une véritable milice, serait beaucoup plus difficile à justifier et bien plus difficile encore à maintenir. Mais la milice ne peut avoir, à la longue, un effet libérateur pour l'Allemagne que si son principe n'est pas faussé. Ce serait un crime abominable que d'accorder à l'Allemagne une organisation militaire reposant sur les deux systèmes à la fois: sur la milice pour la guerre à l'étranger, et sur des cadres permanents pour l'oppression du peuple allemand.

Rien ne serait plus erroné et plus insensé de notre part que, parce que, dans une heure de détresse et de désespoir, le peuple allemand s'est jeté dans les bras d'un despote, de renier maintenant ce qui a toujours été notre conviction: que la paix de l'Europe ne peut être fondée que sur l'égalité des droits de tous les peuples. Même maintenant, je crois, nous devons reconnaître — et c'est ce qui se trouve indiqué dans la résolution de la Commission mixte pour le désarmement et répété dans la nôtre — le droit de tous les peuples, y compris le peuple allemand, à l'égalité, mais égalité seulement pour une armée populaire allemande!

**Pas un fusil de plus, pas une mitrailleuse, pas un avion, pas un tank et pas de gaz pour l'appareil tyrannique qui n'est pas celui du peuple allemand, mais qui opprime le peuple allemand! (Vifs applaudissements.)**

Si j'ai, à plusieurs reprises, signalé les imperfections de la résolution, ce n'était pas pour exprimer des réserves personnelles, mais parce que je voulais indiquer les tâches, l'objet de notre travail intellectuel futur. Mais ce que contient la résolution,

c'est ce qui, aujourd'hui déjà, nous est commun à tous. Il faut que nous l'adoptions maintenant, sans rabaisser sa valeur, car nous ne voulons pas, de cette Conférence, porter un nouveau découragement dans les masses découragées, mais nous voulons montrer aux masses que nous sommes prêts, à l'heure même de la défaite la plus dure, à procéder à une clarification intellectuelle en nous mettant d'accord sur nos tâches, sur nos méthodes et nos buts, et, avant tout, à préparer par une action vigoureuse les victoires de demain! (Applaudissements nourris et répétés.)

### III. Les résolutions de la Conférence.

#### A. La stratégie et la tactique du mouvement ouvrier international dans une époque de réaction fasciste.

La crise du capitalisme universel, crise d'une étendue et d'un poids encore inconnus, montre que le capitalisme est désormais hors d'état d'utiliser les forces de production qu'il a lui-même développées et les richesses que les travailleurs ont créées sous sa maîtrise. Du fait même qu'il est devenu incapable d'assurer l'existence matérielle des masses populaires, le capitalisme place sa propre destruction par la création d'une société socialiste à l'ordre du jour de l'histoire.

Dès à présent la crise mondiale a modifié essentiellement la structure de l'économie capitaliste. La phase de l'évolution libérale et individualiste du capitalisme est révolue. Sous la pression de la crise, un capitalisme contrôlé, organisé et monopolisé, se constitue sur un rythme accéléré.

D'autre part, mais également sous l'effet de la crise économique, la démocratie a été fortement ébranlée dans les pays où elle n'avait pas encore poussé avant la guerre des racines vigoureuses. En Allemagne, le grand capitalisme et la grande propriété foncière ont exploité le désespoir des masses paupérisées de la petite bourgeoisie et de la classe paysanne pour abattre la classe ouvrière et écraser le peuple allemand tout entier sous un despotisme terroriste.

Les formes nouvelles d'économie organisée et contrôlée par l'Etat peuvent préparer le passage du capitalisme au socialisme, à la double condition que la puissance de l'Etat réside entre les mains des ouvriers et des paysans, et qu'elle trouve son contre-poids dans les organisations que les travailleurs se sont données librement à eux-mêmes. Mais quand l'Etat qui domine l'économie est une tyrannie échappant au contrôle du peuple, quand il supprime la liberté des individus et des organisations, ces mêmes conjonctures conduisent au plus effroyable des esclavages.

La crise économique a par surcroît exaspéré les antagonismes entre les Etats, renforcé la tendance réactionnaire à l'isolement économique, et par là même désorganisé l'économie universelle. Le Fascisme tend à agglomérer l'ensemble des forces nationales

sous le commandement d'un pouvoir tyrannique pour les dresser contre les autres nations. Ainsi s'aggrave le danger d'une nouvelle guerre mondiale qui ne signifie autre chose que la ruine de toute civilisation.

Le mouvement socialiste de la classe ouvrière est seul capable de conduire l'humanité vers la création d'un ordre qui permette l'utilisation totale des forces productives créées par le progrès de la technique, seul capable de garantir la paix durable sur la base de l'égalité des peuples, seul capable de préserver les libertés individuelles et intellectuelles, base de la civilisation moderne pour laquelle l'élite de l'humanité a donné sa vie sur les bûchers de la Réforme, dans les bastilles de l'absolutisme et sur les barricades des révolutions bourgeoises.

Ni la misère des masses, poussée à l'extrême par la crise du capitalisme, ni l'ébranlement politique qui en a été la conséquence, ne doivent décourager la classe ouvrière. Elle doit comprendre que ce sont là les symptômes d'une évolution sociale qui conduira nécessairement au triomphe du socialisme sous peine de se condamner à la ruine de tout le progrès humain.

Animée de cette conviction, la classe ouvrière doit renforcer sa lutte contre le capitalisme, contre le fascisme, et contre la guerre.

Dans les pays où le fascisme a vaincu, la dictature ne peut être abattue que par la révolution populaire. La force révolutionnaire une fois victorieuse du fascisme, ne se bornera pas à le briser; elle détruira sa principale base économique, c'est-à-dire le grand capitalisme et la grande propriété foncière. Elle établira la base de l'ordre nouveau, sur laquelle s'édifiera la démocratie socialiste.

Dans les pays où la démocratie continue, la classe ouvrière doit défendre de toute sa force les libertés individuelles et collectives ainsi que le suffrage universel et la liberté syndicale. Mais elle ne doit jamais oublier qu'elle ne gardera son empire sur les masses populaires et ne pourra les préserver de la démagogie menteuse du fascisme qu'en leur démontrant, par la vigueur de ses actes, qu'elle est capable de les protéger contre le capitalisme, de lutter contre le chômage et de prendre ainsi l'initiative du mouvement qui prépare la réalisation socialiste. La démocratie ne peut être efficacement défendue que dans la mesure où elle passera de la démocratie politique à la démocratie sociale.

Dans les pays où le fascisme menace directement la démocratie, la classe ouvrière doit être résolue à lutter par tous les moyens, elle ne doit reculer devant aucun sacrifice pour se défendre contre les attaques du fascisme.

Aujourd'hui, les ouvriers communistes en présence des tortures sanglantes et de l'esclavage infligés à la classe ouvrière allemande, sont obligés de reconnaître eux-mêmes que la défense des institutions démocratiques s'impose à la classe ouvrière de tous les pays, comme garantie de leur liberté et comme condition

de leur lutte. D'autre part, les événements d'Allemagne ont confirmé les ouvriers socialistes dans leur conviction que, là où la bourgeoisie a abandonné la démocratie pour se jeter dans les bras du fascisme et a frustré la classe ouvrière des moyens démocratiques de lutte, la seule voie de libération qui reste ouverte est la lutte révolutionnaire. La scission de la classe ouvrière ne peut trouver aucune justification devant la leçon de l'histoire. C'est pourquoi l'I. O. S., tout en rejetant les manœuvres du front unique, dont le but est non pas d'unir internationalement la classe ouvrière, mais d'accentuer ses divisions nationales, proclame à nouveau la volonté de n'épargner aucun effort pour réunir les forces dispersées de la classe ouvrière.

L'I. O. S. élève devant l'ensemble du monde civilisé sa protestation passionnée contre la barbarie hitlérienne. Elle adresse son salut fraternel aux victimes du fascisme hitlérien, à nos frères qui souffrent dans les prisons et dans les camps de concentration; aux femmes et aux enfants privés de leur soutien, et spécialement à nos camarades héroïques qui malgré les sévices et les tortures gardent vivante en Allemagne l'idée socialiste. Nous nous sentons solidaires du peuple allemand opprimé et nous appelons la classe ouvrière et les peuples du monde entier à la lutte contre le fascisme, ennemi mortel du prolétariat, de la liberté et de la paix.

La Conférence décide:

- 1<sup>o</sup> Tous les partis socialistes organiseront des manifestations de masse contre le fascisme dans la semaine du 9 novembre, anniversaire de la révolution allemande de 1918.
- 2<sup>o</sup> Tous les partis socialistes marqueront leur solidarité avec les victimes du fascisme, avec les femmes et les enfants des camarades incarcérés, avec les exilés, en soutenant de toutes leurs forces l'action de secours organisée par le Fonds Matteotti en faveur des victimes du fascisme allemand.
- 3<sup>o</sup> L'I. O. S. participera à tous les efforts destinés à accentuer le boycott moral et matériel de l'hitlérisme.
- 4<sup>o</sup> L'I. O. S. invite tous les peuples libres à s'unir contre les dangers de guerre que constitue le fascisme allemand et italien.

L'I. O. S. demande que les gouvernements démocratiques portent à l'ordre du jour de la Société des Nations tous les problèmes menaçants pour la paix européenne que soulève la victoire de l'hitlérisme, notamment le réarmement de l'Allemagne, les entreprises dirigées contre l'Autriche et contre le peuple de Dantzig dont les libertés ont été garanties constitutionnellement et internationalement.

La Conférence approuve la résolution commune de la F. S. I. et de l'I. O. S. au sujet de la lutte contre la guerre. Elle reconnaît, pour l'Allemagne, comme pour tous les autres pays, l'égalité des droits et des devoirs, mais elle

s'oppose à tout renforcement de l'appareil belliqueux qui contribue également à l'oppression du peuple allemand.

5° L'I. O. S. appelle à la lutte contre les dangers de guerre multipliés par les victoires du fascisme. Les ouvriers des pays démocratiques ne doivent pas se laisser tenter par l'idée de guerre, même si la guerre leur était présentée comme le moyen de libérer les peuples asservis. L'expérience de l'Histoire enseigne qu'une guerre entreprise comme guerre de libération contre le despotisme s'est toujours terminée par des traités de caractère impérialiste qui ont pour conséquence de renforcer le nationalisme aussi bien chez les peuples vainqueurs que chez les peuples vaincus et risquent d'engendrer des forces de despotisme encore plus redoutables.

Si, malgré la résistance de la classe ouvrière dirigée par les Internationales (F. S. I. et I. O. S.) la guerre éclatait cependant, les travailleurs des pays entraînés dans la lutte, même ceux des pays attaqués, n'en conserveraient pas moins le double devoir:

d'une part, de préserver l'entière indépendance et la liberté d'action de leurs organisations;

d'autre part, de maintenir leurs relations avec les Internationales en vue de travailler à la cessation, aussi prompte que possible, des hostilités.

La Conférence exprime la conviction que devant le péril que la montée croissante du fascisme nationaliste fait courir à la civilisation, il est nécessaire d'unifier l'action internationale et d'assurer une solidarité plus étroite et une coordination plus intime entre l'action des travailleurs de tous les pays. Elle repousse toute concession au nationalisme, toute pactisation avec lui.

Au nom de trente millions de chômeurs répandus à travers le monde, au nom des travailleurs exploités et réduits à la misère, au nom des masses innombrables de petits bourgeois et de paysans paupérisés, au nom de la jeunesse frustrée de son droit au travail, au nom des victimes du fascisme frappées dans leur chair, dans leur liberté et dans leur dignité humaine, la Conférence appelle tous les peuples à rejoindre l'Internationale dans la lutte contre le fascisme, contre la guerre et contre ce qui est à la base du fascisme et de la guerre: la barbarie du régime capitaliste.

#### **B. Résolution de la Commission mixte de l'I. O. S. et de la F. S. I. pour le Désarmement.**

La F. S. I. et la Conférence de l'I. O. S. constatent que la Conférence du Désarmement de la S. d. N. n'a pas encore abouti à des mesures positives de désarmement. D'autre part la violation continuée du pacte de la S. d. N. et des Traités par le Japon, l'extension du fascisme en Europe par l'arrivée au pouvoir des Hitlériens en Allemagne et la volonté ouverte de réarmement secret manifestée par le fascisme allemand font que

L'humanité est menacée à la fois d'une aggravation des armements, à laquelle de grands pays semblent résolus ou résignés, et de possibilités de guerre généralisée.

Ces constatations doivent amener les peuples et les gouvernements, et spécialement la classe ouvrière, à considérer la gravité de la situation créée en particulier par le réarmement d'un gouvernement qui, anéantissant tous les droits et toutes les libertés démocratiques, décide à la violence extérieure comme à la violence intérieure développant une mystique de guerre de revanche et d'expansion.

La Conférence générale du désarmement de la S. d. N. doit reprendre sans délai ses travaux, avec la ferme volonté d'aboutir à une réduction effective des armements, qui seule est à même de diminuer les dangers de guerre.

L'I. O. S. et la F. S. I. affirment à nouveau leur point de vue commun en faveur de l'égalité des droits et des devoirs de toutes les nations, égalité qui ne peut dans aucune mesure être réalisée dans le réarmement de n'importe quel pays.

Parmi les mesures considérées par elles comme essentielles et rendues plus nécessaires par les armements clandestins et par le fait qu'il y a des pays où n'existent plus des libertés d'organisation politique et syndicale, de presse et d'opinion, la F. S. I. et l'I. O. S. affirment la nécessité de l'abolition complète de la fabrication privée des armements et la constitution d'un contrôle par les organismes internationaux d'investigation permanente et sur place appliqué dans tous les pays.

La F. S. I. et l'I. O. S. invitent instamment tous les affiliés de toutes les organisations ouvrières à fournir l'aide de leur activité à la constitution et au fonctionnement de ce contrôle.

En plein accord avec le congrès syndical de Bruxelles de 1933, l'I. O. S. et la F. S. I. déclarent que la grève générale reste le suprême moyen d'action de la classe ouvrière contre la guerre, tous les moyens de pression politique et parlementaire ayant été mis en œuvre et s'étant avérés insuffisants.

Dans le cadre des pactes internationaux actuels, le moment pour l'intervention suprême de la classe ouvrière est déterminé par le recours à l'arbitrage, soit que le Président du Conseil de la S. d. N. le provoque en vertu de l'art. 11 du Pacte, soit qu'un gouvernement par application de la Charte de la S. d. N., ou du pacte de Paris le réclame, soit qu'à défaut, la F. S. I. et l'I. O. S. elles-mêmes le jugent indispensable en raison de la gravité des événements internationaux. Tout pays qui refuse d'accepter cette procédure doit être considéré comme agresseur par le mouvement ouvrier international. A partir de ce moment, le devoir des travailleurs organisés est de déclencher la grève générale dans ce pays. Le devoir des organisations des autres pays est de soutenir ce mouvement et d'instituer le boycottage du pays agresseur.

Les deux Internationales attirent l'attention du monde sur les dangers de la violation répétée et tolérée des pactes généraux

et des traités. Ainsi on diminue l'autorité des instances internationales et on accroît tous les jours la possibilité d'un retour à l'anarchie internationale qui a déjà provoqué la guerre de 1914, et qui a déjà permis une guerre de conquête en Extrême-Orient dans les temps récents par la non-application des nouveaux traités internationaux.

Les gouvernements doivent donc savoir que le socialisme et les organisations ouvrières les rendront responsables, si une politique internationale plus hardie et plus vigoureuse n'est pas pratiquée par eux.

A l'heure où les gouvernements fascistes déchaînent les inquiétudes et les méfiances, les gouvernements des démocraties ont l'impérieux devoir de ne montrer aucune complaisance à ces violations de conventions internationales et de ne s'associer à aucune défaillance dans la tâche du désarmement.

La Conférence du Désarmement ne peut ni disparaître, ni faillir pour laisser la voie libre au réarmement, à une course nouvelle dans la Paix armée, et à la catastrophe mondiale.

Un traité de désarmement substantiel, rigoureusement contrôlé est une garantie de sécurité universelle. Il faut qu'il soit conclu.

### C. Contre la Démagogie antisémite.

La Conférence attire l'attention des ouvriers sur la liaison étroite qui existe entre le mouvement fasciste croissant et l'antisémitisme. Comme le montre l'exemple de l'Allemagne, la perspective de se voir délivrés, par la suppression de l'égalité des nationalités et par l'oppression violente de la concurrence, et de voir leur situation matérielle améliorée, peut devenir, en période de crise grave, une grande tentation pour les classes moyennes appauvries et pour les intellectuels de certains pays. La haine de race attisée par la démagogie sans scrupules peut devenir ainsi une alliée dangereuse de la réaction, lorsqu'elle atteint de larges masses de la petite bourgeoisie et porte même la contagion dans des parties de la classe ouvrière.

Le socialisme international, qui s'est toujours prononcé contre toute oppression nationale et de race, qui a toujours combattu toutes les théories et illusions réactionnaires prétendant que l'on pourrait obtenir, par la lutte des races, une amélioration durable du sort de la classe moyenne appauvrie, doit, dans la situation actuelle de danger fasciste menaçant et d'aggravation des antagonismes nationaux et de classes, mener la lutte la plus acharnée contre la démagogie antisémite, qui empoisonne la conscience des masses.

### IV. Les Votes.

Les votes sur les résolutions A et B ont été effectués par appel nominal des partis suivant le nombre de voix dont dispose chaque parti au Congrès, le vote sur la résolution C par cartes levées.

**Résolution A.** La résolution A contient le texte de la Commission tel qu'il a été proposé par son rapporteur, Otto Bauer. Une résolution de minorité, présentée par 12 délégués, lui a été opposée lors du vote. Le texte de la Commission a obtenu 291 voix, la résolution de la minorité 18 voix, et il y a eu 5 abstentions.

**Résolution B.** La résolution B a été adoptée par 273 voix contre 19 et 22 abstentions.

**Résolution C.** Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

\* \* \*

Les voix exprimées lors du vote sur les résolutions A et B se répartissent comme suit suivant les différentes sections:

Pays	Résolution A			Résolution B		
	Texte de la Commission	Texte de la Minorité	Abstentions	Pour	Contre	Abstentions
Allemagne . . . . .	40			40		
Argentine . . . . .	7			7		
Arménie . . . . .	3			3		
Autriche . . . . .	20			20		
Belgique . . . . .	17			17		
Bulgarie . . . . .	3			3		
Chine . . . . .	1			1		
Danemark . . . . .	13			13		
Espagne . . . . .	18			18		
Estonie . . . . .	2	1		3		
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	4	7		4	7	
Finlande . . . . .	8			8		
France . . . . .	21	5		9	5	12
Géorgie . . . . .			3			3
Grande-Bretagne . . . . .	40			40		
Hollande . . . . .	12			12		
Hongrie . . . . .	8			8		
Hongrie, «Világosság» . . . . .	1			1		
Italie . . . . .	14	2		12	2	2
Lithuanie . . . . .	2			1		1
Luxembourg . . . . .	1			1		
Palestine . . . . .	5			5		
Pologne, P. P. S. . . . .	10			10		
Pologne, «Bund» . . . . .		3			3	
Roumanie . . . . .	4			4		
Russie, S. D. . . . .	4		2		2	4
Russie, S. R. . . . .	6			6		
Suède . . . . .	14			14		
Tchécoslovaquie, P. S. Tchèque . . . . .	10			10		
Ukraine . . . . .	3			3		
Total	291	18	5	273	19	22

## V. Liste des délégués.

### **Allemagne** (5 délégués, 2 invités).

*Délégués:* Siegfried Aufhäuser, Karl Böchel, Erich Ollenhauer, Friedrich Stampfer, Otto Wels.

*Invités:* Rudolf Breitscheid, Rudolf Hilferding.

### **Argentine** (1 délégué).

*Délégué:* Bernardo B. Delom.

### **Arménie** (3 délégués).

*Délégués:* V. Hampartzoumian, A. Isahakian, M. Varandian.

### **Autriche** (Parti ouvrier socialdémocrate allemand) (9 délégués).

*Délégués:* Otto Bauer, Robert Danneberg, Oskar Helmer, Reinhard Mahold, Oscar Pollak, Gabriele Proft, Karl Renner, Paul Richter, Karl Seitz.

### **Belgique** (9 délégués, 12 invités).

*Délégués:* Balthazar, François Van Belle, Désiré Bouchery, Louis de Brouckère, Max Buset, C. Huysmans, Paul Henri Spaak, Joseph Van Roosbroeck, Emile Vandervelde.

*Invités:* Isabelle Blume, Albert François, Jules Hoen, Henri de Man, Joseph Merlot, Louis Piérard, Marie Spaak, Antoine Spinoy, Frans Tock, Frans Vandersmissen, Jeanne-Emile Vandervelde, Emile Vergeylen.

### **Bulgarie** (2 délégués).

*Délégués:* Kristo Pastouchoff, Janko Sakasoff.

### **Chine** (1 délégué, 1 invité).

*Délégué:* K. Yang.

*Invité:* L. Tchou.

### **Danemark** (6 délégués).

*Délégués:* Alsing Andersen, Josef Andersson, Hans Hansen, M. Mortensen, Vilhelm Nygaard, H. P. Sørensen.

### **Espagne** (3 délégués).

*Délégués:* Wenceslao Carrillo, Manuel Cordero, Enrique de Francisco.

### **Estonie** (2 délégués).

*Délégués:* Nigol Andreesen, Aleksander Oinas.

### **Etats-Unis d'Amérique** (5 délégués, 8 invités).

*Délégués:* David H. Felix, Maynard C. Krueger, Edward Levinson, Jacob Panken, Clarence Senior.

*Invités:* Abraham Cahan, Louis Devolder, William Leland Foster, Mary Hillyer, Hermine Panken, Walter Reuther, Victor Reuther, Ruth Shalcross.

### **Finlande** (1 délégué).

*Délégué:* K. H. Wiik.

### **France** (9 délégués, 12 invités).

*Délégués:* Léon Blum, Alexandre Bracke, S. Grumbach, Jean Longuet, Adrien Marquet, Marceau Pivert, Pierre Renaudel, Vincent Auriol, Jean Zyromski.

*Invités:* François Chabrier, Marcel Déat, Dominois, Emile Farinet, Paul Faure, Lefranc, Georges Monnet, Léon Osmin, Périgaud, Roucayrol, J.-B. Séverac, Georges Weill.

### **Géorgie** (3 délégués, 4 invités).

*Délégués:* D. Charachidze, E. Gueguetchkori, C. Gvardjaladze.

*Invités:* G. Duratadze, K. Kavtaradze, S. Pirtskalava, J. Tchavtchanidze.

**Grande-Bretagne** (8 délégués, 1 invité).

*Délégués:* Jennie Laurel Adamson, Joseph Compton, George Dallas, Hugh Dalton, William Gillies, Barbara Ayrton Gould, George Lansbury, Mary Sutherland.

*Invité:* Rennie Smith.

**Hollande** (5 délégués, 2 invités).

*Délégués:* J. W. Albarda, J. Oudegeest, E. Ribbius-Peletier, F. M. Wibaut, C. Woudenberg.

*Invités:* E. Boekman, Ch. G. Cramer.

**Hongrie** (3 délégués, 2 invitées).

*Délégués:* Emanuel Buchinger, Illes Monus, Stephan Ries.

*Invitées:* Szerene Buchinger, Cecilie Ries.

**Hongrie** («Világosság») (1 délégué, 2 invités).

*Délégué:* Zoltan Ronai.

*Invités:* Charles Jaszay, Joseph Kalcsics.

**Islande** (1 invité).

*Invité:* F. R. Valdimarsson.

**Italie** (9 délégués, 12 invités).

*Délégués:* Eugenio Bianco, Alessandro Bocconi, Bruno Buozzi, Banco Clerici, Aldo Garosci, Emanuele Modigliani, Pietro Nenni, Pallante Rugginenti, Giuseppe Saragat.

*Invités:* Giovanni Antonioletti, Nullo Baldini, Adelmo Barbieri, Giuseppe Battaini, Giuseppe Faravelli, Mario Gabici, Giuseppe Garretto, Pietro Magnani, Vera Modigliani, Ernesto Piemonte, Felice Quaglino, Umberto Tonelli.

**Lettonie** (1 invité).

*Invité:* Edgars Nitols.

**Lithuanie** (2 délégués, 4 invités).

*Délégués:* Liuda Purénienė, Antanas Zvironas.

*Invités:* Pranas Ancevicus, Jonas Januskis, Vitas Kauneckas, Inozas Paplauskas.

**Luxembourg** (1 délégué, 1 invité).

*Délégué:* René Blum.

*Invité:* Pierre Krier.

**Palestine** (2 délégués, 2 invités).

*Délégué:* M. Jarblum, J. L. Kohen.

*Invités:* Marc Bergier, M. Lebenthal.

**Pologne** (P. P. S.) (3 délégués, 1 invité).

*Délégués:* Herman Lieberman, Miecislav Niedzialkowski, Iza Zielinska.

*Invité:* J. Hieroniko.

**Pologne** («Bund») (2 délégués, 3 invités).

*Délégués:* W. Alter, H. Erlich.

*Invités:* M. Orzech, A. Peskin, M. Turkeltaub.

**Roumanie** (1 délégué).

*Délégué*: Lotar Radaceanu.

**Russie** (Parti socialdémocrate) (3 délégués, 6 invités).

*Délégués*: R. Abramovitch, Th. Dan, P. Garwy.

*Invités*: G. Aronson, O. Domanewskaja, J. Judin, A. Jugow, J. Nikola-jewski, S. Schwarz.

**Russie** (S. R.) (3 délégués, 6 invités).

*Délégués*: V. Soukhomline, Stalinski, Victor Tchernoff.

*Invités*: Elie Alko, Ransen, Evgueni Schreider, Grigori Schreider, Marc Slonim.

**Suède** (6 délégués, 3 invités).

*Délégués*: Harald Akerberg, Per Bergman, Georg Branting, Albert Forslund, Olivia Nordgren, Allan Vougt.

*Invités*: Sven Backlund, Nilsson Torsten, Adolf Wallentheim.

**Suisse** (3 délégués).

*Délégués*: Paul Graber, Robert Grimm, Aug. Huggler.

**Tchécoslovaquie** (Allemands) (1 délégué, 2 invités).

*Délégué*: S. Taub.

*Invités*: Kafka, Thorz.

**Tchécoslovaquie** (Tchèques) (3 délégués).

*Délégués*: Josef Stivin, Gustav Winter, Leo Winter.

**Ukraine**: (2 délégués).

*Délégués*: Panas Fedenko, Mykola Malaschko.

**Présidium du Comité international des Femmes socialistes** (6 déléguées, 9 invitées).

*Déléguées*: J. L. Adamson, H. Crone, Klara Kalnin, Alice Pels, Gabriele Proft et une camarade allemande.

*Invitées*: Suzanne Buisson, Lydia Dan, Lucie Dejardin, Sophie Garwy, Sigrid Gillner-Ringenson, Rosa Gilomen-Hulliger, Marthe Louis-Lévy, Martha Tausk et une camarade allemande.

**Internationale de la Jeunesse socialiste** (5 délégués, 11 invités).

*Délégués*: Georgi Borschukoff, Felix Kanitz, Erich Ollenhauer, Koos Vorink, Adolf Wallentheim.

*Invités*: Cabrera, Fritz Dürrenberger, H. C. Hansen, M. Khundadze, Athanasse Moscov, Ernst Papanek, Jan Van Overloop, Torsten Nilsson, Mariano Rojo, Boris Sapir, Umberto Tonelli.

#### Organisations internationales invitées.

**Fédération Syndicale Internationale** (3 délégués invités, 1 invité).

*Délégués invités*: H. Jacobsen, Léon Jouhaux, W. Schevenels.

*Invité*: Gerhard Kreyszig.

**Internationale Sportive Ouvrière Socialiste** (1 délégué invité).

*Délégué invité*: Guillevic.

**Internationale de l'Éducation Socialiste (1 délégué invité).**

*Délégué invité:* Kurt Löwenstein.

**Internationale Ouvrière de Radio-Diffusion (1 délégué invité).**

*Délégué invité:* G. Zwertbroek.

## VI. Liste des orateurs.

### **Rapporteur:**

F. Adler (Secrétaire).

### **Orateurs au cours de la discussion:**

E. Vandervelde (Belgique).  
P. Nenni (Italie).  
R. Grimm (Suisse).  
P. Renaudel (France).  
H. Dalton (Grande-Bretagne).  
W. Alter (Pologne, «Bund».)  
O. Wels (Allemagne).  
M. Niedzialkowski (Pologne, P. P. S.).  
J. Panken (Etats-Unis d'Amérique).  
L. Winter (Tchécoslovaquie, Tchèques).  
R. Abramovitch (Russie, S. D.).  
M. C. Krueger (Etats-Unis d'Amérique).  
E. Buchinger (Hongrie).  
L. Blum (France).  
A. Vougt (Suède).  
S. Aufhäuser (Allemagne).  
M. Pivert (France).  
M. Cordero (Espagne).  
A. Andersen (Danemark), également rapporteur pour la Commission  
d'enquête sur la situation des prisonniers politiques.  
C. Gvardjaladze (Géorgie).  
L. Radaceanu (Roumanie).  
M. Jarblum (Palestine).  
V. Soukhomline (Russie, S. R.).  
G. Saragat (Italie).  
S. Grumbach (France).  
P. Fedenko (Ukraine).  
A. Marquet (France).  
J. Sakasoff (Bulgarie).  
P. H. Spaak (Belgique).  
Z. Ronai («Világosság».)  
K. Kalnin (Comité int. des Femmes soc.).

### **Rapporteur pour la Commission de la Conférence:**

O. Bauer (Autriche).

### **Orateurs au cours de la discussion:**

J. Zyromski (France).  
A. Vougt (Suède).

**Conclusion du rapporteur:**

O. Bauer.

**Discours de clôture du président:**

E. Vandervelde.

---

## Publications de l'Internationale Ouvrière Socialiste

---

### Comptes rendus des Congrès de l'I.O.S.

*Congrès de Fondation de l'I. O. S.*, Hambourg, Mai 1923; compte rendu publié seulement en allemand (épuisé).

*Deuxième Congrès de l'I. O. S.*, Marseille, Août 1925; 414 pages, Imprimerie Coopérative Lucifer, Bruxelles. (Editions française et anglaise en vente au Secrétariat de l'I. O. S., prix: francs suisses 5.—; édition allemande épuisée.)

*Troisième Congrès de l'I. O. S.*, Bruxelles, Août 1928; 2 volumes, 935 pages. Publié par le Secrétariat de l'I. O. S., Zurich; en vente à «L'Eglantine», Société Coopérative, 6, rue Lambert Crickx, Bruxelles. Prix: francs suisses 5.— le volume.

*Quatrième Congrès de l'I. O. S.*, Vienne, Juillet 1931, 920 pages. Publié par le Secrétariat de l'I. O. S.; en vente à «L'Eglantine», Société Coopérative, 6, rue Lambert Crickx, Bruxelles; à la Librairie Populaire, 12, rue Feydeau, Paris (2<sup>e</sup>). Prix, broché: francs suisses 10.—, francs franç. 50.—, francs belges 70.—; relié demi-toile: francs suisses 13.—, fr. franç. 65.—, francs belges 90.—.

### Editions spéciales de sections des comptes rendus.

*Le Problème Colonial.* Matériaux présentés au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Ouvrière Socialiste, Bruxelles, Août 1928. 183 pages. En vente au Secrétariat de l'I. O. S. Prix: francs suisses 2.—.

*Troisième Conférence Internationale des Femmes de l'I. O. S.*, Bruxelles, Août 1928. 97 pages. Publié (en allemand seulement) par le Secrétariat de l'I. O. S.; en vente à la Genossenschaftsbuchhandlung, Zurich 4, Stauffacherstrasse 60. Prix: francs suisses 1.50.

*Quatrième Conférence Internationale des Femmes de l'I. O. S.*, Vienne, Juillet 1931, 139 pages. Publié par le Secrétariat de l'I. O. S.; en vente à «L'Eglantine», Société Coopérative, 6, rue Lambert Crickx, Bruxelles; à la Librairie Populaire, 12, rue Feydeau, Paris (2<sup>e</sup>). Prix: francs suisses 1.50.

## Brochures de l'I. O. S.

**Manifeste inaugural et Statuts provisoires de l'Association internationale des ouvriers**, Londres, 28 septembre 1864, 16 pages. Publié (en anglais seulement) par le Secrétariat de l'I. O. S. pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale. Prix: francs suisses —.30.

**L'Unité de la Classe ouvrière**, rapport sur le problème de l'organisation, présenté au Comité exécutif de l'I. O. S. par le Secrétariat de l'I. O. S., 16 pages. Publié (en allemand seulement) par J. H. W. Dietz Nachf., Berlin. En vente au Secrétariat de l'I. O. S. Prix: francs suisses —.50.

**Sur l'ordre du Maréchal Pilsudski**. Texte de l'interpellation des partis de l'opposition à la Séance du Sejm polonais, le 16 décembre 1930. Préface de Vandervelde. En français, allemand, anglais et polonais; 58 pages; publié par le Secrétariat de l'I. O. S., Zurich. Prix: francs suisses 1.50.

**Le Procès de Moscou et l'Internationale Ouvrière Socialiste**. Articles de Friedrich Adler, R. Abramovitch, Léon Blum, Emile Vandervelde; publié par «L'Eglantine», Société Coopérative, 6, rue Lambert Crickx, Bruxelles. Prix: francs belges 10.—.

**Les Prisonniers politiques dans la République des Soviets**, par R. Abramovitch. Les Cahiers de l'Eglantine N<sup>o</sup> IX; 60 pages. En vente à «L'Eglantine», Société Coopérative, 6, rue Lambert Crickx, Bruxelles. Prix: francs belges 7.50; francs franç. 6.—.

**Les Prisonniers politiques dans l'Italie fasciste**. 58 pages. Publié seulement en allemand. Maison d'édition J. H. W. Dietz Nachf., Berlin. Prix: francs suisses —.60.

**Le premier Trimestre de la Domination hitlérienne**. (La terreur nazi au Brunswick.) Rapport publié par la Commission d'enquête sur la situation des prisonniers politiques. 32 pages. Editions de l'Internationale Ouvrière Socialiste. Prix: francs suisses —.60.

**Après la Catastrophe allemande**. Les résolutions de la Conférence internationale de l'I. O. S., à Paris, août 1933, et le discours du rapporteur Otto Bauer. 32 pages. Editions de l'Internationale Ouvrière Socialiste. Prix: francs suisses —.30.

## Documents de l'I. O. S.

**Le Problème du désarmement à la Société des Nations**. Mémoire adopté en mai 1930. Documents de l'I. O. S. N<sup>o</sup> 1, 8 pages, publié par le Secrétariat de l'I. O. S. Prix: francs suisses 0.30.

**Pour l'Assemblée de la Société des Nations 1930**. Documents de l'I. O. S. N<sup>o</sup> 2, 8 pages, publié par le Secrétariat de l'I. O. S. Prix: francs suisses 0.30.

**Le Mouvement Ouvrier International et le Désarmement**. Décisions de la Conférence commune de l'I. O. S. et de la F. S. I. pour le désarmement, mai 1932. Documents de l'I. O. S. N<sup>o</sup> 3. 12 pages. Publié par le Secrétariat de l'I. O. S. Prix: francs suisses 0.30.

**Benito Mussolini: Sur le Désarmement**. Discours prononcé à Florence, le 18 mai 1930, en italien, français, allemand et anglais; publié par le Secrétariat de l'I. O. S. Prix: francs suisses 0.10.

## Publications périodiques de l'I. O. S.

- 1<sup>o</sup> « *Informations Internationales* » pour la presse.
- 2<sup>o</sup> « *Documents et Discussions* », supplément documentaire aux Informations Internationales.
- 3<sup>o</sup> *Supplément « Pour les Femmes »*.
- 4<sup>o</sup> « *Communications sur la situation des prisonniers politiques.* »
- 5<sup>o</sup> « *Problèmes de la Société des Nations.* »
- 6<sup>o</sup> « *Pour le Désarmement!* »
- 7<sup>o</sup> *Bulletin de l'Internationale Ouvrière Socialiste.*

Tous ces périodiques sont publiés en trois langues (français, allemand, anglais). Les abonnés des « Informations Internationales » reçoivent les publications 2—7 sans augmentation du prix d'abonnement.

Les particuliers peuvent aussi s'abonner à toutes les publications.  
Prix de l'abonnement aux « Informations Internationales » pour trois mois :

		<i>fr. suisses</i>
Journaux tirés jusqu'à	3000 exemplaires	7.50
Journaux tirés à plus de	3000 exemplaires	15.—
Journaux tirés à plus de	10000 exemplaires	30.—
Journaux tirés à plus de	50000 exemplaires	45.—
Publications hebdomadaires, revues et particuliers		7.50
Librairies et débits de journaux, où l'emploi des publications ne peut se contrôler		45.—

Pour les expéditions de plusieurs exemplaires à la même adresse (revendeurs exceptés), il sera perçu pour chaque exemplaire supplémentaire un dixième du prix indiqué ci-dessus.

Pour les organes du Parti qui désirent l'expédition directe des I. I. aux membres, pour leur information personnelle, jusqu'à 10 exemplaires: 3 fr. par exemplaire; au-dessus de 10 exemplaires, 2 fr. par exemplaire.

Prix d'un numéro isolé des « Informations Internationales » ou d'une autre publication périodique, francs suisses 0.60, sauf dans les cas où un prix spécial a été fixé.

Les paiements peuvent s'effectuer en francs suisses au compte de Chèques Postaux Suisse de l'I. O. S. à Zurich, N<sup>o</sup> VIII/12503, ou directement au Secrétariat de l'I. O. S., Ottikerstrasse 24, Zurich 6.

Prière d'adresser les commandes au

**Secrétariat de l'Internationale Ouvrière Socialiste,**  
Ottikerstrasse 24, Zurich 6, Suisse.

